

## Débat sur l'avenir de l'Ecole

Mirambeau, le 3 décembre 2003

Déroulement du débat.

Participation d'une vingtaine de personnes.

- Présentation des thèmes.
- Etat des lieux.
- Lecture d'une motion rédigée par l'intersyndicale du collège.
- Débat.

## Vers quel type d'égalité l'Ecole doit-elle tendre ?

- Question :
- Est-ce que les enfants arrivent égaux à l'école ?

- Réponse :
- Non car la maîtrise de la syntaxe n'est pas la même selon les milieux sociaux. La suppression des devoirs ne fait qu'accroître les inégalités au lieu de les diminuer.
- Comment parler d'égalité alors qu'on supprime les bourses d'étude, les postes de surveillants et qu'on augmente les droits d'entrée à l'université ?
- Il faut agir très tôt pour envisager de diminuer les inégalités (dès la maternelle) : renforcer les réseaux d'aide, augmenter le nombre de médecins, orthophonistes, psychologues, etc. scolaires et d'intervenants spécialisés en général. **Il faut une détection, une prise en**

- Question :
- Vers quel type d'égalité l'école doit-elle tendre ?

- Réponse :
- Égalité de l'offre.
- Valorisation de la réussite.
- Proposer des voies différentes et valorisantes.
- Vers une égalité qui valorise les potentiels de chacun.

- Question :
- **Les limites du collège unique ?**
- **Est-ce qu'on doit donner les mêmes enseignements à tous les élèves ?**
- **Faut-il offrir à tout prix un socle commun d'enseignement ?**

- Réponse :
- Le « moule unique » aggrave les inégalités.
- Il faut trouver un système avec des dispositifs adaptés aux attentes des élèves.
- Prôner un système qui valorise les différents potentiels des élèves.
- Accepter de prendre en compte les différences

## Comment prendre en charge les élèves en grande difficulté ?

■ Question :

- Comment repérer et prévenir la grande difficulté scolaire ?

■ Réponse :

- Il faut agir très tôt , dès la maternelle : renforcer les réseaux d'aide, augmenter le nombre de médecins, orthophonistes, psychologues, etc. scolaires et d'intervenants spécialisés en général. **Il faut une détection, une prise en compte et un soutien.**

• Question :

- Faut-il un enseignement spécialisé pour les élèves en grande difficulté ?

• Réponse :

- Oui
- Il est nécessaire que les professeurs soient formés, spécialisés.
- Les élèves doivent être encadrés par une équipe éducative motivée et expérimentée.

■ Question :

- Faut-il mettre en place un rythme d'apprentissage adapté aux élèves en grande difficulté ?

• Réponse :

- Oui.
- Il doit y avoir au sein de l'établissement un enseignant spécialisé disponible pour assurer le soutien chaque fois que c'est nécessaire.

• Question :

- Faut-il séparer les enfants ?

• Réponse :

- Volontariat des élèves
- Critères définis par l'équipe éducative.
- Faire attention aux élèves qui pourraient saisir l'opportunité pour quitter le système initial.

# Comment former, recruter, évaluer les enseignants et mieux organiser leur carrière ?

Question :  
Recrutement et  
formation des  
enseignants ?

Constat :

- Très grande diversité des formations.
- Diminution du nombre des postes aux concours.
- Problème des professeurs qui passent directement de la théorie à la pratique.

Réponse :

- Engagement des étudiants motivés au niveau du DEUG.
- Obtention de la licence.
- Formation disciplinaire et technique à l'IUFM

Question :  
Remplacement des enseignants ?

Réponse :

Il faut qu'une politique efficace soit mise en place.  
Nécessité du développement des TZR.

Question :  
Rétribution des enseignants ?

Réponse :

Essoufflement s'il n'y a pas de complément financier.

## Débat sur l'avenir de l'Ecole

Mirambeau, le 3 décembre 2003

### PRIORITES RETENUES

- Égalité de l'offre : Assurer la présence d'une équipe éducative complète (enseignants, médecin, psychologue...) dès la maternelle. Développer le suivi.
- Individualiser le projet de l'élève.
- Ouvrir et développer le rapport avec le concret.

## **PROPOSITION DE MOTION POUR LE GRAND DEBAT DU 03 DECEMBRE**

En participant personnellement au lancement du « grand débat national », le Président de la République a déclaré que l'école était le premier grand chantier de la réforme de l'Etat. En réalité, cela signifie, pour l'Etat et pour l'école publique, moins de budget, moins de fonctionnaires, plus de décentralisation, pour entrer dans le moule d'une Europe ultra libérale. C'est donc ce cadre là qui surdétermine la politique éducative du gouvernement, dont les grands axes ont d'ores et déjà été tracés et commencent à être mis en œuvre et contre laquelle nous nous étions mobilisés en mai et juin 2003.

Nous récusons par conséquent ce « débat national », tant sur la forme que sur le fond. Ainsi sous couvert de débat et de démocratie, seule la parole individuelle, d'où qu'elle vienne, est invitée à s'exprimer, niant l'existence même de la parole collective portée par les syndicats et les associations, dont la participation ès qualité n'est à aucun moment prévue.

C'est la commission nationale et elle seule qui maîtrise de bout en bout ce « débat », en proposant de manière unilatérale 22 questions, dont les formulations sont piégées. C'est elle et elle seule qui assurera, on ne sait pas comment et sans aucun contrôle, la synthèse finale. Ces 22 questions orientent la réflexion et occultent soigneusement les vraies questions que nous nous posons, notamment celles sur la décentralisation d'une grande partie du personnel, qui ont été débattues au printemps 2003 partout en France et sont ici esquivées, voire réduites à 1/22è du débat et ne seront même pas discutées partout.

Nous participons à ce débat uniquement pour faire entendre notre voix mais nous ne sommes pas dupes. L'avenir du système éducatif mérite d'être débattu, mais il faut un débat sérieux, honnête et structuré pour donner à tous les citoyens l'occasion de véritablement confronter les diverses propositions alternatives qui existent, avant de se prononcer.

L'intersyndicale SNES, FO, SE du Collège Didier Daurat de Mirambeau,